REVUE DE PRESSE

DURÉE : 1 HEURE 30 PUIS 5 À 7 MINUTES.

SUJET

L'épreuve de revue de presse a pour objectif d'évaluer votre aptitude à sélectionner, synthétiser puis communiquer l'information contenue dans un livret d'articles de presse.

Vous devrez réaliser la trame détaillée d'une présentation orale.

Agissant à la manière d'un présentateur de journal télévisé ou d'un journaliste de radio, vous **choisirez et présenterez 2 à 3 grands thèmes** d'actualité parmi les 5 proposés.

Présentation de la synthèse
Vous disposez de 1h30 pour réaliser une synthèse d'articles de presse à partir d'un livret contenant des articles de la presse anglophone et francophone relative à l'actualité internationale récente.

Présentation orale devant un jury
Vous exposerez votre revue de presse en français, devant un jury constitué de 2 personnes, pendant 5 à 7 minutes.

En fin de présentation, quelques questions pourront vous être proposées afin de vous permettre d'apporter votre avis personnel ou un supplément de connaissances sur les thèmes abordés.

Au terme de l'exposé, le jury récupèrera le brouillon de votre présentation.

LISTE DES THÈMES

Thème 1 : L'influence des agences de notations

Thème 2 : Les défis de la population mondiale

Thème 3 : Le Japon en 2011 : au pays du soleil « couchant » ?

Thème 4 : Faut-il une révolution de la pensée ?

Thème 5 : Vers une nouvelle mondialisation ?

PASS_2012-13.indd 109 19/10/12 10:19

THÈME 1 :

L'INFLUENCE DES AGENCES DE NOTATION

LE MONDE

26 août 2011 vendredi
Editorial : Alain Frachon
L'agence Standard & Poor's n'a pas tout à fait tort

Les irresponsables disent parfois des choses justes. L'agence de notation financière Standard & Poor's (S & P) a donné cet été un bel exemple d'absurdité économique. En dégradant, le 5 août, la note de la dette américaine, elle a pris le risque d'une crise majeure. Elle a précipité un début de panique boursière qui, s'ajoutant aux malheurs persistants de la zone euro, a singulièrement dégradé le climat économique. Tout ça en se trompant.

S & P a émis des doutes sur la capacité des Etats-Unis à rembourser leur dette publique : c'est le sens de l'abaissement de la note de Washington, de AAA à AA+. Si c'était vrai, le gouvernement fédéral devrait avoir du mal à placer ses bons du Trésor, autrement dit à financer le remboursement de ses dettes par l'emprunt. Rien n'est plus faux.

Tout au long du mois d'août, les investisseurs se sont précipités pour acheter les fameux Treasury Bonds, les TBs. A aucun moment, le département du Trésor n'a dû relever la rémunération de ses obligations pour les rendre plus attractives. Les marchés veulent des TBs. Ils ont confiance dans le crédit de l'Amérique ; ils ne doutent pas de sa solvabilité.

Mais S & P a dit juste, aussi. Elle a énoncé une vérité politique. Elle n'a pas fondé son jugement que sur des considérations économiques et financières. Elle a porté une appréciation sur le fonctionnement de la démocratie américaine. Ou plutôt son dysfonctionnement. « *La machine politique américaine, les institutions politiques de l'Amérique sont devenues moins efficaces, moins stables et moins prévisibles au moment où le pays fait face à nombre de défis économiques* », écrit S & P. Difficile de lui donner tort.

Ce qui est visé, ici, c'est le blocage du système politique américain, l'incapacité qu'ont manifesté la Maison Blanche et le Congrès à trouver un compromis sérieux sur la réduction du déficit budgétaire. Au début de l'été, le démocrate Barack Obama et le speaker (le président) de la Chambre des représentants, le républicain John Boehner, étaient tombés d'accord. Après des semaines de négociations, ils avaient concocté un « paquet budgétaire » censé assainir durablement les finances des Etats-Unis. Il s'agissait de coupes drastiques dans les dépenses publiques, notamment sociales, et d'une augmentation de la pression fiscale.

Si ce programme avait été voté, S & P n'aurait pas dégradé la note de la dette souveraine américaine. Mais, sous la pression de son aile droite, notamment des extrémistes du Tea Party, la majorité républicaine à la Chambre a torpillé l'accord. Motif : les républicains se refusent à la moindre hausse de la fiscalité. Pour eux, le mot « impôt » est un tabou, un interdit absolu.

M. Obama s'est résolu, *in extremis*, à accepter une solution à court terme, un redressement budgétaire tel que le souhaitaient ses adversaires à la Chambre : des coupes dans les dépenses publiques. Sans cet accord *a minima* sur le budget, les républicains se seraient opposés au relèvement du plafond de la dette publique américaine – qui avait atteint son seuil légal – et Washington aurait risqué le défaut de paiement. M. Obama n'a pas voulu courir ce risque.

PASS_2012-13.indd 110 19/10/12 10:19

[...] L'épisode a donné l'image d'un système à bout de souffle. Ce n'est pas la première fois que la capitale fédérale connaît une situation de blocage, ni la première fois que la Maison Blanche et le Congrès sont aux mains de partis différents. Habituellement, Washington s'en sort grâce à une tradition de compromis politique solidement établie. [...] Cette aptitude aux concessions réciproques était la marque des deux grands partis américains depuis 1945. Elle était le reflet d'un large consensus idéologique qui permettait de dégager des majorités bipartisanes selon les sujets. En gros, on était d'accord sur le fait que le génie de l'Amérique résidait d'abord dans l'esprit d'entreprise, qu'il fallait tempérer avec l'esquisse d'Etat-providence mise sur les rails par le président Franklin Roosevelt dans les années 1930. On divergeait sur la taille de ce Welfare State, pas sur sa nécessité : les démocrates le voulaient, plus développé que les républicains.
Cette époque paraît révolue. Les majorités bipartisanes sont devenues l'exception. Le système est de plus en plus souvent grippé. L'ère du consensus idéologique, qui faisait la force du système politique américain, semble avoir pris fin. Dans le *New York Times*, le politologue Keith T. Poole, de l'université de Californie, juge que les divergences idéologiques au Congrès n'ont jamais été aussi prononcées depuis plus d'un siècle.
Il y voit le résultat de la dérive du Parti républicain. Sous la pression du Tea Party, les républicains d'aujourd'hui agissent comme s'il fallait en finir avec l'héritage rooseveltien. [...] Ils lui imputent la responsabilité de l'énorme dette américaine, alors que les républicains en sont largement à l'origine : des années de démonisation (et de réduction) de l'impôt n'ont cessé de diminuer les revenus de l'Etat. La dette, c'est aussi, d'abord, des dépenses non financées par la fiscalité. Et cela ne va pas s'arranger.

COURRIER INTERNATIONAL

13 Juillet 2011
Antonio Costa, Diário Económico
Portugal : Moody's nous pousse à la faillite

Le directeur du principal journal économique du pays étrille les agences de notation et demande qu'elles passent en jugement.
Les Etats, les banques et les entreprises ont besoin des agences de notation, des entités fondamentales pour évaluer le risque d'un pays et d'une économie comme pour garantir l'existence d'investisseurs prêts à placer leur argent. Mais ils n'ont pas besoin des agences telles qu'elles existent aujourd'hui, sans régulation ni limites. Moody's a décidé lundi dernier [4 juillet] d'annoncer au monde un abaissement brutal de quatre points de la note souveraine du Portugal, l'envoyant « *à la poubelle* » [dans la catégorie des placements spéculatifs], quelques jours seulement après l'annonce par le gouvernement de l'adoption des premières mesures d'un plan d'austérité implacable négocié avec les instances internationales, dont un prélèvement exceptionnel de la moitié de la prime de fin d'année [soit la moitié d'un salaire mensuel]. La décision de cette agence est indécente, immorale, vraiment criminelle. Il n'est pas acceptable que Moody's décide de baisser la note du Portugal au prétexte – dit-elle – que nous allons avoir besoin d'un second prêt de la « *troïka* » [la Commission européenne, la Banque centrale européenne et le FMI], alors que nous n'avons pas encore commencé à appliquer les mesures du premier plan de sauvetage [d'un montant de 78 milliards d'euros]. Le nouveau gouvernement de Passos Coelho [droite libérale] possède une majorité claire, obtenue dans les urnes, et il a déjà annoncé des mesures plus ambitieuses que celles imposées par la « *troïka* ». Finalement ce n'est pas suffisant, mais, de fait, rien ne semble suffisant.

PASS_2012-13.indd 111 19/10/12 10:19

La décision de Moody's rendra bien entendu encore plus difficile un chemin que l'on savait ardu. Les banques vont payer plus cher l'accès au financement, si elles l'obtiennent ; les privatisations seront encore plus difficiles à concrétiser à un prix « décent » ; les investisseurs vont fuir la Bourse de Lisbonne et les entreprises n'auront plus accès au crédit. L'enfer des agences est désormais sur terre, au cœur des entreprises et des familles portugaises. Les agences de notation actuelles sont un régulateur de marché sans régulation d'aucune sorte. Et malgré les mauvais services rendus au monde depuis 2008 – quand se sont succédées les faillites d'institutions financières qui, quelques jours plus tôt, étaient un investissement sans risque –, l'Europe n'a toujours rien appris. Elle n'a même pas été capable de créer une agence européenne indépendante – indépendante surtout des intérêts nord-américains. L'arrogance nord-américaine, qui contrôle les trois agences de notation qui comptent, et l'incompétence européenne, en particulier celle de l'Allemagne, nous ont amenés à cette situation. Le Portugal ne peut pas, seul, arrêter de faire appel aux services de ces agences. Ce n'est pourtant pas l'envie qui manque. Mais l'Europe pourrait et devrait faire quelque chose pour défendre les citoyens européens. D'abord en faisant appel à sa force collective, en créant des alternatives pour que les investisseurs puissent avoir confiance lorsqu'ils mettent leur argent dans la dette publique des pays européens. Ensuite, en appelant la police pour faire comparaître les agences en justice afin qu'elles soient jugées pour leurs actes. Moody's pousse le Portugal à la faillite.

THE GUARDIAN (LONDON)

August 7, 2011 Sunday
Global debt crisis: Downgrading America's AAA rating

Reason's for ...
Standard & Poor's downgraded its rating for US debt because it thinks the $2.4 trillion debtreduction plan agreed last week will not be enough to "*stabilise the government's medium-term debt dynamics*". It calculates the US debt-to-GDP ratio will be 74% this year and will rise to 79% by 2015. This, it argues, contrasts with other indebted AAA-rated countries, including the UK, whose debt ratios it thinks will begin to fall by before or 2015.
However, S&P's assessment also contained a strongly worded attack on the US political system's inability to take tough decisions.
The ratings agency is "*pessimistic*" about the chances of Congress and the Obama administration being able to ramp[1] up the $2.4 trillion de al into a bigger package "*any time soon*".
In the meantime, America's long-term liabilities are rising. Last week's deal saw only minor adjustments to the government-sponsored Medicare programme for older Americans. It is still unclear how this can be funded in future without deep cuts in benefits or steep tax increases.
It is becoming harder to believe that the US can grow its way out of its problems. Unemployment is 9.1% and almost 25% of mortgage holders[2] are in negative equity. The latest economie indicators suggest growth is slowing despite a massive injection of monetary stimulus via two rounds of quantitative easing and near-zero interest rates - in other words, the US Federal Reserve has already fired all its best shots.

1. To ramp = to rise
2. Mortgage holders = personnes ayant un crédit immobilier

PASS_2012-13.indd 112 19/10/12 10:19

... and against.
Credit ratings agencies are meant to assess the odds of a lender not getting their money back. Is there really a risk of the US defaulting on its debt? If there was, surely investors would be demanding higher rates for the risk of lending to the US government. Instead, the reverse is happening. Amid last week's market chaos, yields on 10-year Treasury bills fell to 2.56%. That's lower than almost every other nation that still retains the AAA-rating. Lending to the US is still perceived as a safe investment. Why should the opinion of S&P count for more than the accumulated wisdom of thousands of professional investors who put cash on the line? What's more, S&P is in the only one of the three major ratings agencies to opt for an immediate downgrade. The others – Moody's and Fitch – are willing to give the US more time to map out a path towards deficit reduction. They appear to be taking a more benign view of the US political system. The Washington spectacle can be messy, but the US economy has proved its powers of reinvention many times. The position could turn around again.
And maybe this week's debt reduction plan is not as weak as its critics make out. Yes, the job of thrashing out the detail of $1.5 trillion (£917bn) of comprehensive measures has been outsourced to a congressional committee, but the important point is that if agreement proves unachievable then spending cuts will be triggered automatically. That represents a solid guarantee that ought to satisfy S&P that the US is serious about tackling its debt and that political bickering will not intrude.

MARIANNE

19 mars 2011
Laurent Neumann
Pourquoi il faut « dégrader » les agences de notation

Pour une fois, Christine Lagarde a eu raison. La ministre de l'Economie, dans un coup de gueule dont elle n'est guère coutumière, a fustigé l'agence de notation financière Moody's, qui venait de dégrader, une fois encore, la note souveraine de la Grèce. « *Ces agences, a-t-elle lancé, ne devraient pas noter des pays qui sont sous contrat avec la Commission européenne, le Fonds monétaire international [FMI] et la Banque centrale européenne [BCE].* » Tunis aurait apprécié que notre grande argentière témoigne de la même solidarité lorsque, quelques heures après le départ de Ben Ali, les trois grandes agences de notation, Moody's, Fitch et Standard & Poor's, avaient abaissé la note souveraine de la Tunisie, en pleine révolution démocratique ...
Quelques heures avant Christine Lagarde, Athènes avait déjà rué dans les brancards. Le ministre des Finances, le socialiste Georges Papaconstantinou, avait appelé à une action urgente contre ces agences « *pyromanes* » aux « *prophéties autoréalisatrices* ». En abaissant la note de la Grèce avant même le sommet européen censé ausculter ses mesures budgétaires, Moody's avait fait mécaniquement monter à un niveau record les taux d'intérêt des obligations grecques sur les marchés financiers. Manière délibérée d'étrangler un peu plus un Etat aux finances publiques déjà exsangues, qui a dû brader une partie de son patrimoine immobilier et réduire les salaires des fonctionnaires pour tenter de ramener, d'ici à 2020, son déficit public et sa dette (150 % du PIB) à des niveaux acceptables. La veille, Moody's avait fait de même avec l'Espagne, avant que la banque centrale espagnole ne rende ses propres conclusions. Du coup, on tremble en imaginant la note que pourraient infliger ces agences au Japon après le séisme meurtrier qui a

PASS_2012-13.indd 113 19/10/12 10:19

endeuillé le pays et stoppé net toute une partie de son activité économique. Un pays dont, *a fortiori*, la dette dépasse 200 % du PIB !
Ce sont désormais les agences de notation qui dictent aux Etats leur conduite. Ce sont elles qui déterminent les taux d'intérêt auxquels un pays ou une entreprise peuvent emprunter de l'argent. Aujourd'hui, la note d'une agence a plus d'effets sur les marchés que les évaluations de la Commission européenne, de la BCE ou du FMI. En clair, on frôle l'abandon de souveraineté. Ce sont elles, déjà, qui avaient permis de justifier en France l'adoption d'une réforme des retraites socialement injuste. Elles qui imposent des plans de rigueur asphyxiant les peuples d'Europe. Elles qui, à cause des notes qu'elles distribuent comme des paires de gifles, renchérissent le coût du crédit pour l'Italie, l'Irlande, l'Espagne ou le Portugal, rendant plus difficile encore le remboursement de leur dette himalayenne.
La France avait pris l'initiative d'une réforme du fonctionnement de ces agences. C'était il y a plus d'un an ! La solution ? Il n'y en a qu'une, hélas : interdire les agences de notation privées. Il faudrait même inventer une agence de notation publique européenne, indépendante des Etats et des établissements financiers. La Commission européenne s'est engagée à proposer, « *avant la fin de l'été* », un plan de régulation de ces agences. Il serait temps : à la faveur de la crise des subprimes, en 2008, le monde entier avait découvert que les agences de notation s'étaient trompées sur tout. Trois ans après, elles continuent à produire les mêmes dégâts. En toute impunité.

PASS_2012-13.indd 114 19/10/12 10:19

THÈME 2 :

LES DÉFIS DE LA POPULATION MONDIALE

THE GUARDIAN (LONDON)

September 23, 2011 Friday
Lynsey Hanley
Welcome baby seven billion!

On one day – one minute – in the next month, the world's 7 billionth human resident will be born. The United Nations is marking the occasion on the last day of October with what it describes it as an "*opportunity to promote 7 billion actions*" for environmental sustainability and women's education, estimating that the world's population will top out at 9 or 10 billion mid-century before declining as economie development matures in countries with higher birth rates.

They appear to be right. Worldwide, fertility rates in countries such as Mexico and Bangladesh have fallen vastly in a single generation — thanks, in large part, to what the economist Amartya Sen terms "*development as freedom*". Yet Thomas Malthus, who at the turn of the 19th century predicted that population growth would inevitably lead to famine, still has his fans among those inclined to believe that humans mean little but bad news.

In Britain Population Matters, the Green party and the naturalist David Attenborough are united in agreeing that the UK population is too big and needs to be "*encouraged*" to bring about the conditions for its managed decline. Rather than place their focus on the waste and overconsumption endemie to rich nations such as ours, their solution to environmental pressure is to make sure there are fewer ofus around in the future to mess things up.

The Greens have had a discrete population policy for more than 20 years and encourage the promotion of "informed debate on a sustainable population for the UIC", coyly[3] refraining from suggesting its own preferred figure. [...] Population Matters reveals the moral crusade beneath its rational concern in a summary of its UK policy. First, it advocates reducing the rate of immigration so that it matches the rate of emigration – leaving us with a reduced population of ageing people. Second, it plans to "reduce the number of teenage pregnancies": an interesting target for attention, considering the age of the average first-time mother is now very close to 30. Third, it proposes that families "stop at two" children, which is what the overwhelming majority ofhouseholds do already.

At 62.3 million, Britain's population in 2010 was about 10 million short of mid-1960s estimates for the year 2000. Back in 1965, the Central Statistical Office projected that 1,527,000 live births would take place in the first year of the new millennium, based entirely on trends at the time. The actual figure, wh en that year came around, was 604,441, suggesting that greater equality and opportunities for women had led them to "*stop at two*" without having to be told to.

Around the world, policies to promote family planning only work when people of childbearing age are able to factor in the prospect of stability and choice in other areas of their lives. We have found ways of making it possible to sustain ourselves at a time when the world population has increased exponentially. What prevents

3. Coyly = shyly

PASS_2012-13.indd 115 19/10/12 10:19

the world being fed equitably and healthily is the fact that rich-world governments can't bear the thought of doing two unpopular things.
First, they won't encourage individuals to reduce their own consumption; and second, they won't facilitate moving that consumption away from petrol, meat, imported fruit and other adoptive "*necessities*" of the world middle class. [...]
We now have the grotesque spectacle of the government of Australia, a continent-sized country with a minuscule population, simultaneously inviting people from other rich countries to live and work there while producing YouTube videos intended to deter people from poor countries from trying to enter: [... it's] fear and misanthropy wearing a mask of concern.

LIBÉRATION

Lundi 31 Octobre 2011
Jean-Pierre Guengant Directeur de recherche émérite, Institut de recherche pour le développement (IRD)
L'avenir de la population mondiale est en Afrique

Les Nations unies nous annoncent que la population mondiale vient de dépasser aujourd'hui même les 7 milliards d'habitants. On répète à l'envi qu'elle est en cours de stabilisation et qu'elle atteindra 10 milliards en 2100. En fait, les projections démographiques de l'ONU font l'hypothèse d'une convergence à long terme de tous les pays du monde vers 2,1 enfants par femme, soit le niveau de remplacement des générations. La stabilisation annoncée n'est donc que la traduction de cette hypothèse. Mais la fécondité pourrait baisser plus ou moins rapidement. Dans le premier cas, la population continuerait de croître et atteindrait 16 milliards en 2100. Dans le second, après un maximum de 8 milliards, elle commencerait à décroître et serait de 6 milliards en 2100.
Ces trajectoires différentes sont le reflet de la diversité démographique du monde. D'un côté, 40% de la population mondiale vit dans des pays développés et en développement (notamment dans les pays émergents), où la fécondité est faible et n'assure plus le renouvellement des générations. A l'autre extrême, 20 % de la population mondiale vit dans des pays où la fécondité reste forte. Il s'agit surtout des pays d'Afrique subsaharienne, notamment ceux qui sont classés comme « moins avancés ».
En fait, le vieillissement de la population mondiale et le déclin démographique dont on parle beaucoup ne seront importants que dans les pays où la fécondité est déjà basse et le restera. Mais leur vieillissement sera contrecarré si leur fécondité reprend et dépasse à nouveau 2,1 enfants par femme. En Afrique subsaharienne, les femmes ont toujours 5 enfants en moyenne, et la population est très jeune (deux tiers des Africains subsahariens ont moins de 25 ans). Aussi, la population va continuer à augmenter fortement et en 2100 il y aura toujours plus de jeunes que de vieux. La population de la région estimée à 860 millions pourrait se situer en 2100 entre 2,3 et 4,8 milliards d'habitants. La part de la population de l'Afrique subsaharienne dans la population mondiale augmentera également. Elle devrait passer de 12 % en 2010 à 31 % ou 37 % en 2100, selon l'hypothèse considérée. [...]
Cette forte croissance démographique aidera-t-elle l'Afrique subsaharienne à relever les divers défis auxquels elle est confrontée ? Nombreux sont ceux qui pensent encore que la taille de la population, sa jeunesse et une forte croissance démographique sont des facteurs de prospérité. Pourtant ces idées sont démenties par

PASS_2012-13.indd 116 19/10/12 10:19

les faits. Parmi les 12 pays du monde qui avaient en 2010 les PIB par tête les plus élevés, on trouve 6 pays dont la population est au plus de l'ordre de 5 millions d'habitants. Parmi les 12 premières économies mondiales, on trouve 5 pays « vieux », où les personnes de 65 ans et plus sont au moins aussi nombreuses que les jeunes de moins de 15 ans. Les « vieux » sont déjà beaucoup plus nombreux que les jeunes au Japon et en Allemagne et cela sera bientôt le cas en Chine. Enfin, le PIB de l'Afrique subsaharienne qui représentait 2,2 % du PIB mondial en 1960 n'en représentait plus que 1,8 % en 2010. Certes, des progrès ont été réalisés puisque entre 1960 et 2010, le PIB réel de la région a été multiplié par près de 6. Mais le PIB moyen par tête, lui, n'a augmenté que de 50 %, contre 3 à 6 fois dans les autres régions du monde en développement qui, elles, ont fortement réduit leur croissance démographique.
[...] Avec le retour de la croissance économique (des taux de croissance de 4 % à 6 % par an) depuis le milieu des années 90, la plupart des pays d'Afrique subsaharienne ont pu accroître leur PIB par tête, après plusieurs décennies de stagnation voire de recul. Plusieurs pays ont ainsi affiché leur ambition de devenir eux aussi des pays émergents. Il reste que le maintien d'une forte croissance démographique en Afrique subsaharienne pendant encore plusieurs décennies n'est pas soutenable et compromet leur ambition légitime de devenir à leur tour des pays émergents.

LE MONDE

3 novembre 2011 jeudi
Alain Faujas
Les risques environnementaux compromettent le développement des populations les plus pauvres

A moyen terme, les catastrophes pourraient faire croître les prix des aliments de 30 à 50 %. C'est une révolution que le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) fait subir à son Rapport annuel sur le développement humain, publié mercredi 2 novembre à Copenhague. Année après année, celui-ci était consacré aux progrès que connaissait l'indice de développement humain (IDH), grâce aux avancées enregistrées dans l'accès à la santé, à l'éducation et aux revenus.
L'édition 2010 se félicitait que l'IDH ait progressé, de façon « vertigineuse », de 41 % depuis 1970 et même de 61 % dans les pays les plus défavorisés. En apparence, rien n'a changé. Le classement des cinq pays « humainement » les plus développés ne bouge pas : Norvège, Australie, Pays-Bas, Etats-Unis et Nouvelle-Zélande, la France figurant à la vingtième place. Sans surprise, les cinq plus mal notés se trouvent en Afrique : Tchad, Mozambique, Burundi, Niger et République démocratique du Congo, la lanterne rouge. Les pays où les inégalités sont les plus réduites entre hommes et femmes sont très riches (la Suède en tête, la France en dixième position), et ceux où elles sont les plus criantes très pauvres, du Yémen à la Papouasie-Nouvelle-Guinée.
Cette année, Helen Clark, administratrice du PNUD, s'alarme : « L'échec persistant des tentatives de réduction des risques environnementaux graves et l'aggravation des inégalités sociales pourraient ralentir plusieurs décennies de progrès continus au sein de la majorité pauvre de la population mondiale, voire inverser la convergence mondiale en matière de développement humain », écrit-elle, en plaidant pour des politiques soucieuses de « l'équité et la durabilité ». Le PNUD a pris

PASS_2012-13.indd 117 19/10/12 10:19

conscience que la dégradation croissante de l'environnement et l'augmentation des inégalités de revenus dans les 187 pays étudiés pouvaient faire marcher le développement à l'envers. C'est dans les pays à IDH faible, les moins responsables des émissions de gaz à effet de serre, que les pluies se raréfient le plus et que l'accès à l'eau potable est le plus difficile.
Alors que 1,3 milliard de personnes vivent de l'agriculture, de la pêche, de la sylviculture, de la chasse et de la cueillette, 40 % des terres sont dégradées et la déforestation comme la surpêche progressent à toute allure. Le PNUD a calculé qu'une augmentation de 10 % du nombre des victimes d'un phénomène météorologique extrême réduirait l'IDH d'un pays de presque 2 %. Dans les prochaines décennies, les facteurs environnementaux défavorables risquent de faire croître les prix des aliments de 30 % à 50 %. Les premières victimes de ces catastrophes et de ces renchérissements seront les enfants, les femmes, les personnes âgées et les plus pauvres.
Les protéger coûtera cher, car « les principes d'équité plaident en faveur de larges transferts de ressources vers les pays pauvres, autant pour obtenir un accès plus équitable à l'eau et à l'énergie que pour s'adapter au changement climatique », note le rapport.
Depuis 1994, le PNUD défend l'idée d'une taxe sur les changes. Il estime qu'avec un taux de 0,005 %, cette taxe « pourrait rapporter sans aucun surcoût administratif environ 40 milliards de dollars – 29 milliards d'euros – par an », une somme à l'échelle des enjeux. A Cannes, les 3 et 4 novembre, les chefs d'Etat et de gouvernement du G20 se pencheront sur ce projet, loin de faire l'unanimité parmi eux.

SOUTH CHINA MORNING POST

October 31,2011 Monday
Tom Holland
Malthus was wrong but that doesn't mean we can relax.

If you believe the United Nations' projections, then at some point today, somewhere on the planet, a baby will be born, who will push the world's population above the seven billion mark. Now, seven billion is a big number, representing an awfullot of people. What's more, it's a number that is rising with disconcerting rapidity. The world's population passed the six billion barrier just 12 years ago, and has now doubled in just 43 years, within the lifetime of this columnist.
And it's set to carry on climbing. According to the UN's statisticians, humanity is set to reach the 10 billion mark by 2085. [...]
These forecasts have prompted some extravagant hand-wringing among the world's media, with commentators inevitably citing the work of 18th century clergyman Thomas Malthus to evoke apocalyptic visions of the perils of overpopulation. Malthus, who wrote wh en the world's population was fewer than one billion, argued that while populations rose exponentially, their food supplies could only grow in a linear fashion. As a result, he concluded that material advances were impossible and unrestrained reproduction must inevitably lead to famine, war and extinction. Obviously he was wrong. But that hasn't discouraged a new generation of neo-Malthusians, who believe that the world's growing population faces a whole array of fatal resource constraints.
In the past week, we have heard fresh warnings that India will be unable to feed its growing population over the coming decades. And in recent years, a whole mini-industry of doomsayers has sprung up, dourly forecasting that the world is about to

PASS_2012-13.indd 118 19/10/12 10:19

run out offresh water, oil and gas, and any number of essential minerais.
They are wrong, too. Thanks to greatly improved farming techniques, food production has far outstripped population growth. In 1950, the world grew 249 kilograms of grain for each person alive. By the 1980s, per capita grain production exceeded 320kg. Despite the growth of the world's population, food has never been as abundant or cheap as it has been at the beginning of the 21st century.
Much the same applies to other resources. China is chronically short of water. But about half of the country's total supply go es to watering the annual grain crop, and more than half ofthat is wasted through inefficient irrigation. Simple technological improvements can go a long way to solving the shortages.
Similarly, pessimistic types have warned since the 1970s that the world's supplies of hydrocarbons are running out. But in recent years, advances in sideways drilling and hydraulic fracturing have allowed the exploitation of vast new reserves in the world's oil that will last for decades, possibly centuries, to come. In short, technology has consistently allowed us to overcome resource constraints.
As last week's edition of New Scientist pointed out, if you had built the equivalent of an iPhone from the components available in 1986, you would have needed severallarge trucks to carry it around. Today's iPhone weighs just 130 grams, about as much as an apple. As a result, whatever problems the world's population is likely to face over the coming decades, a shortage of resources will not be among them.
But that doesn't mean the neo-Malthusians are entirely wide of the mark. Periodically, we see the same sort of growth patterns among the populations of algae[4] that inhabit many of the planet's lakes. After years of apparent stability, the population begins to grow. The growth accelerates. The population doubles, then doubles again and again, until the lake is taken over entirely by algae. And then the algae die off, killed not by a lack of resources but by the toxic waste products of their own runaway metabolisms.
Similarly, the risk ofhuman population growth is not that we will run out of food, minerais or energy, but that we will be poisoned by our own waste products. Either we will be poisoned directly by pollutants, or indirectly, as our waste products alter the chemical and physical processes of our biosphere, for example, by changing the climate, so that it can no longer support such a large population. [...]

4. Algae = algues

PASS_2012-13.indd 119 19/10/12 10:19

THÈME 3 :

LE JAPON EN 2011 : AU PAYS DU SOLEIL « COUCHANT » ?

ENJEUX-LES ECHOS

1 mai 2008
Anne Freitz
Les robots, relève d'un Japon vieillissant

« *Paro fait partie de la famille. Nous l'emmenons partout avec nous.* » Aujourd'hui âgés, monsieur et madame Shimura n'ont pas eu d'enfants. Ils ont bien eu des chiens, mais le dernier est mort et ils n'en veulent pas d'autre, de peur de l'abandonner s'ils partent avant lui. Alors, ils ont acheté ... un robot bébé phoque ! [...] L'animal est étonnant. Au repos, il ressemble à une grosse peluche de bonne qualité. Mais une fois retirée la tétine bizarre qui lui sert de chargeur, il ferme les yeux, tourne la tête au son de la voix, remue les pattes et la queue s'il est pris dans les bras, exprime son mécontentement si vous lui titillez la moustache, et pousse de petits cris perçants. « *Paro est commercialisé depuis trois ans, au prix de 350.000 yens (2.300 euros). Nous en avons vendu 1.000, dont 600 pour tenir compagnie à des particuliers* », indique Takanori Shibata, dans son bureau de l'AIST (National Institute of Advanced Industrial Science and Technology), un laboratoire public situé au nord de Tokyo. En fait, c'est surtout sur le rôle thérapeutique de Paro que le chercheur fonde de grands espoirs. « *Exactement comme un animal réel, il a des effets calmants et réducteurs de stress, atténuant même certains symptômes de la maladie d'Alzheimer. Or contrairement à un animal, il peut être introduit en milieu médical.* » [...]

Paro est l'exemple type de cette « nouvelle génération de robots » très médiatisée dans l'archipel nippon. Car les pouvoirs publics japonais anticipent un monde où les robots accompagneraient les hommes dans leur vie quotidienne, aussi bien à domicile que dans les lieux publics ou en entreprise. [...]

Aux yeux du gouvernement japonais, les robots représentent la solution miracle au problème démographique d'un pays dont la population vieillit dramatiquement. De 80 millions aujourd'hui, le nombre de Japonais âgés de 15 à 64 ans sera tombé à 60 millions en 2040. Dès 2015, 25 % de la population aura plus de 65 ans. Il va falloir s'occuper des personnes âgées et compenser la pénurie de main-d'œuvre, alors que le recours à l'immigration reste un sujet tabou dans une société très repliée sur elle-même. [...] Les humains remplacés par des robots ? L'idée ne trouble en tout cas nullement les Japonais qui, en vertu de leur culture animiste, prêtent une âme aux choses qui les entourent.

Déjà, elle ne relève plus tout à fait de la science-fiction dans l'Archipel où l'on commence à commercialiser certains modèles. Tous n'ont certes pas forme humaine et la plupart sont confinés à une tâche relativement circonscrite, mais il s'agit bel et bien de machines autonomes. [...] Baptisé Reborg-Q, celui d'Alsok, numéro 1 japonais de la sécurité, nous salue d'un « *Konichiwa* » très digital, avant de s'en aller patrouiller dans le hall d'accueil du groupe, au cœur du quartier d'Akasaka à Tokyo. Haut de 1,30 m, coiffé d'un énorme casque de motard et monté sur roulettes, il semble tout droit sorti de *La Guerre des étoiles*.

[...] Mais le marché n'a pas encore décollé, et c'est un euphémisme : au mieux, ces robots se sont vendus à quelques dizaines d'exemplaires – Alsok espère en avoir

PASS_2012-13.indd 120 19/10/12 10:19

placé dix d'ici à la fin de l'année. [...] Il n'empêche. Beaucoup, au Japon, croient dur comme fer que la demande va exploser un jour ou l'autre. [...]
Les grands groupes automobiles Honda et Toyota se sont eux aussi lancés dans la course. Ils exhibent des prototypes réellement impressionnants. [...]

THE NIKKEI WEEKLY (JAPAN)

October 17, 2011 Monday
Juliet Hindell
Japan Business Seminar: Fake Japanese brands reveal nation's very real soft power

Despite the devastation caused by the Great East J apan Earthquake, outside the country, Cool Japan has never been cooler. In the US. and Europe, an aura of Japaneseness is even being used to sell goods that have no real relationship to Japan, and certainly aren't made there by Japanese companies.
If imitation is the highest form of flattery, this phenomenon could help real Japanese brands make inroads into export markets. Leading the pack of fake Japanese brands is the British fashion and accessories label *Superdry*. Its name is nonsense in English, and many customers assume it has something to do with the Japanese beer *Asahi Super Dry*. It doesn't.
The brand is owned by the fashion company SuperGroup Pic, founded in 1985 by Julian Dunkerton and James Holder. It now has 39 stores in the U.K. and Ireland and 54 concessions at British department store chain House of Fraser. All in all, Superdry is sold in 40 countries, including Belgium, France, Scandinavian nations, the US., Australia, South Korea – but not yet Japan itself.
SuperGroup was floated on the London Stock Exchange in March 2010, and Dunkerton appeared on The Sunday Times Rich List the same year. He is said to be worth an estimated 180 million pounds ($280.8 million). All this and yet the firm never advertises.
On a recent visit to Superdry's newest store in New York City's South Street Seaport, 1 spotted a range of labels that made reference to Japan. A hoody bore the words "Japan Spirit" underneath the brand name, a jacket's zipper tags all said Japan on them, a cardigan claimed to be an "Original Tokyo Brand." But wh en you look inside, the laundry labels say things like "Made in China, To British Design."
1 told a shop assistant 1 was confused and asked if it's a Japanese brand. "*Oh no*," he replied. "*It's just inspired by Japanese street clothes*."
Some Japanese tourists happened to wander into the store. "*It's in Japanese*", the man said, reading the kanji for "Kyokudo kanso (shinasai) " that graces every garment. "*That's funny*", a Japanese woman said.
In English, it translates roughly into the nonsensical, "*Do maximum dry*." But consumers don't seem to care wh ether it's really Japanese or not. Celebrities including Leonardo DiCaprio and David Beckham have been seen wearing the brand. It is almost essential clothing for university students.
[...] Dunkerton and Holder have said that the idea came from a trip to Japan, where they were impressed by the street fashion and the Japanese love of vintage Americana and preppy classics. Looking Japanese has also powered pop-singer Gwen Stefani's fashion brand Harajuku Lovers – cute and edgy styles born of the singer's admiration for street fashion in Tokyo's Harajuku district. Meanwhile, American teenagers swarm to cosplay parties where they dress up as anime and manga characters.

PASS_2012-13.indd 121 19/10/12 10:19

[...] The key to Superdry's success has been understanding the zeitgeist – something Japanese companies have mastered to perfection in the supercompetitive domestic youth market. It's increasingly obvious that what appeals to young consumers in Japan can become hot in trendsetting markets like London, Hong Kong, Paris and New York.
The Japanese of course don't have a monopoly on soft power. South Korean chic, for example, is being talked about in design circles around the world. But for some brands at least, a little touch of Japan has worked wonders.

LES ECHOS

Vendredi 28 Janvier 2011
Yann Rousseau
Le Japon sanctionné pour sa dette publique

Si les places boursières étrangères ont mal réagi, aucun vent de panique ne s'est abattu hier sur les marchés financiers nippons lorsque l'agence de notation Standard & Poor's a annoncé l'abaissement de AA à AA- la note de la dette à long terme du Japon.
Pour une partie des officiels et quelques analystes, une dégradation de la note japonaise apparaissait depuis quelques mois comme inéluctable, tant le pays a semblé incapable d'enclencher les réformes nécessaires pour juguler son spectaculaire endettement. Ayant déjà accumulé une dette équivalente à deux fois son PIB, le pays a annoncé, il y a quelques jours, qu'il allait encore devoir emprunter massivement pour boucler son prochain budget et que, pour la deuxième année consécutive, son programme d'émission d'obligations serait même supérieur à l'ensemble de ses revenus fiscaux attendus sur la période avri1 2011-mars 2012.
Pour justifier sa décision, Standard & Poor's a avancé nombre d'arguments maintes fois listés par des économistes proches du pouvoir. « *Nous estimons que les ratios de la dette publique japonaise vont continuer à augmenter plus que nous ne l'envisagions avant que la récession ne touche le pays, et n'atteindront leur summum qu'aux alentours du milieu des années 2020* », a détaillé S & P avant de rappeler les poids de l'incurable déflation et du vieillissement accéléré de la population sur la dette nippone.
Le pays, qui consacre déjà 10 % de son PIB au paiement des retraites, redoute une explosion prochaine de cette charge, ainsi qu'une poussée des dépenses de santé chez les plus de 65 ans. Face à ces problèmes, le gouvernement n'a « *pas de stratégie cohérente* », affirme l'agence de notation, qui reconnaît toutefois, qu'à court terme, le pays ne devrait pas avoir de problème pour se refinancer. Près de 94 % de la dette du pays sont actuellement détenus par des investisseurs domestiques.
Si Kaoru Yosano, le tout nouveau ministre de l'Economie, a jugé « *regrettable* » la décision de S & P, il a immédiatement estimé que la dégradation de la note du pays devrait « *nous inciter à agir vite* ». Pour beaucoup d'analystes, l'annonce d'hier pourrait d'ailleurs être une aubaine pour l'équipe du Premier ministre, Naoto Kan, qui cherchait depuis quelques semaines à susciter un sentiment d'urgence dans la classe politique et l'opinion publique pour réussir à imposer sa grande réforme fiscale. « *Cela rend les choses plus faciles pour Kan et Yosano* », résumait, hier soir, Tomoaki Iwai, un professeur de l'université Nihon de Tokyo. Ensemble, les deux hommes veulent revoir les sources de financement des programmes sociaux et imposer, dès cette année, un doublement de la TVA qui reste limitée à 5 % dans le pays.

PASS_2012-13.indd 122 19/10/12 10:19

THE WASHINGTON POST

July 17,2011 Sunday
Chico Harlan
Japan's business culture shifts after quake

Convinced that a shrinking and disaster-hit economy cannot sus tain growth, Japanese companies are placing a multibillion-dollar bet on their ability to exp and their businesses overseas.

The uncharacteristic push into foreign markets has triggered conflicting reactions, with some Japanese government officials worried that the country's largest businesses will divert resources elsewhere.

But for those who link Japan's de cline with its nationwide insularity, the fresh globalization push – with a spike in post-quake international mergers and acquisitions – suggests that Japan Inc. is willing to challenge its staid[5] corporate culture to uphold long-term viability.

The March 11 mega-disaster worked as an accelerant, bringing new energy to unconfronted social issues such as rural flight and population decline, and new urgency to economie trends. Even before the earthquake and tsunami, Japanese corporations were aiming efforts overseas. But now the old concerns about the shrinking domestic market are paired with new concerns about energy shortages, dis aster vulnerability and a fragile supply chain.

Moreover, the strong yen is giving Japanese companies greater buying power, and after vast cost-saving restructuring in the past decade, many have cash to spend. In the first six months of the year, Japanese companies spent some $94.5 billion on cross-border mergers and acquisitions – a 79 percent jump from the same period a year earlier.

The activity is being driven by companies that make products as varied as beer, gadgets and lipstick. Some are global newcomers. Some are international veterans driving for more. But for many, according to Japanese business analysts, the global efforts will require a shift in hiring and communications practices, a countermeasure against the business customs and language barrier that make foreign investment by Japanese companies particularly difficult. "*For the first time I've seen, Japanese companies are bringing in executives from the outside and installing them with power*," said Kenneth Lebrun, a Tokyo-based lawyer at Sherman & Sterling who specializes in cross-border business deals.

This year, the JS Group – Japan's leading manufacturer of housing materials – decided that its top position in the domestic market was no longer enough. Two months ago, the company released a blunt management vision for the next five years; the document described how the number of Japanese households will peak in 2015 and de cline "constantly" thereafter.

"*We need to revise our business structure thoroughly*," the vision statement said. In a banner that spread across the width of a page, it added: "*We will become a leading global company*." This required, and will require, wholesale change. The company had already consolidated five of its breadwinning brands into a new brand, Lixil. That collection of brands, in the latest fiscal year, was responsible for $12 billion in profits but only $400 million in profits overseas. In May, the JS Group named a new president – an outsider named Yoshiaki Fujimori, who previously ran General Electric's Japan branch.

5. Staid = serious

PASS_2012-13.indd 123 19/10/12 10:19

Now, the JS Group (and Lixil) are talking about India, China and Southeast Asia, hoping to increase that $400 million in overseas profits to $10 billion by 2016. The company has made two significant foreign purchases during the past two years, but now it is looking for more. It has asked 1,000 of its engineers to research hit products for emerging markets – specifically China, where the company now has three Shanghai showrooms.

[...] Seven JS Group factories were damaged in the earthquake, but its overseas plans were hatched[6] well before the disaster, and it stuck with them. Usually, experts note, a drastic event will freeze business activity. Not in this case. For many Japanese companies, the dis aster did nothing to slow business deals.

6. Hatched = here built

PASS_2012-13.indd 124 19/10/12 10:19

THÈME 4 :

FAUT-IL UNE RÉVOLUTION DE LA PENSÉE ?

THE EDGE MALAYSIA

November 28, 2011
Robert J Shiller
Finance In The 21st Century: The neuroeconomics revolution

Economics is at the start of a revolution that is traceable to an unexpected source: medical schools. Neuroscience is the science of how the brain, that physical organ inside one's head, really works. It's beginning to change the way we think about how people make decisions. These findings will inevitably change the way we think about how economies function. In short, we are at the dawn of "neuroeconomics". [...] Its nascence[7] follows a pattern: revolutions in science tend to come from completely unexpected places [because ...] scholars can become so trapped in their methods and assumptions of the accepted approach to their discipline that their research becomes repetitive or trivial.

Then something exciting comes along from someone who was never involved with these methods [...]. At a certain moment in this process, a scientific revolution is born.

The neuroeconomic revolution has passed some key milestones quite recently, notably the publication last year of neuroscientist Paul Glimcher's book *Foundations of Neuroeconomic Analysis*: a pointed variation on the title of Paul Samuelson's 1947 classic work *Foundations of Economie Analysis*, which helped to launch an earlier revolution in economie theory. [...] Much of modern economic and financial theory is based on the assumption that people are rational and thus that they systematically maximise their own happiness or as economists call it, their utility. When Samuelson took on the subject in his 1947 book, he did not look into the brain, but relied instead on people's objectives [... that] are revealed only by observing their economic activities. Under Samuelson's guidance, generations of economists have based their research not on any physical structure underlying thought and behaviour, but only on the assumption of rationality.

As a result, Glimcher is sceptical of prevailing economie theory and is seeking a physical basis for it in the brain. [...] In particular, Glimcher wants to identify brain structures that process key elements of utility theory when people face uncertainty. While Glimcher and his colleagues have uncovered tantalising[8] evidence, they have yet to find most of the fundamental brain structures. Maybe that is because such structures simply do not exist and the whole utility maximisation theory is wrong or at least in need of fundamental revision. If so, that finding alone would shake economies to its foundations.

Another direction that excites neuroscientists is how the brain deals with ambiguous situations, when probabilities are not known and when other highly relevant information is not available. It has already been discovered that the brain regions used to de al with problems when probabilities are clear are different from those used when probabilities are unknown. This research might help us to understand how people handle uncertainty and risk in, say, financial markets at a time of crisis.

7. Nascence = birth, development
8. Tantalizing = exciting

PASS_2012-13.indd 125 19/10/12 10:19

John Maynard Keynes thought that most economie decision-making occurs in ambiguous situations in which probabilities are not known. He concluded that much of our business cycle is driven by fluctuations in animal spirits, something in the mind and not understood by economists.
Of course, the problem with economies is that there are often as many interpretations of any crisis as there are economists. An economy is a remarkably complex structure and fathoming[9] it depends on understanding its laws, regulations, business practices and customs, and balance sheets, among many other details.
[...] The brain, the computer and the economy: all three are deviees whose purpose is to solve fundamental information problems in coordinating the activities of individual units: the neurons, the transistors or individual people. As we improve our understanding of the problems that any one of these deviees solves and how it overcomes obstacles in doing so, we learn something valuable about all three.

THE NEW YORK TIMES

November 25, 2011 Friday
Paul Krugman (Prix Nobel d'économie 2008)
We Are The 99.9%

"We are the 99 percent" is a great slogan. It correctly de fines the issue as being the middle class versus the elite (as opposed to the middle class versus the poor). And it also gets past the common but wrong establishment notion that rising inequality is mainly about the well educated doing better than the less educated. [...]
If anything, however, the 99 percent slogan ai ms too low. A large fraction of the top 1 percent's gains have actually go ne to an even smaller group, the top 0.1 percent – the richest one-thousandth of the population.
And while Democrats, by and large, want that super-elite to make at least some contribution to long-term deficit reduction, Republicans want to eut the super-elite's taxes even as they slash Social Security, Medicare and Medicaid in the name of fiscal discipline.
Before I get to those policy disputes, here are a few numbers.
The recent Congressional Budget Office report on inequality [... says that] between 1979 and 2005 the inflation-adjusted, after-tax income of Americans in the middle of the income distribution rose 21 percent. The equivalent number for the richest 0.1 percent rose 400 percent.
For the most part, these huge gains reflected a dramatic rise in the super-elite's share of pretax income. But there were also large tax cuts favoring the wealthy. In particular, taxes on capital gains are much lower than they were in 1979 – and the richest one-thousandth of Americans account for half of all income from capital gains.
Given this history, why do Republicans advocate further tax cuts for the very rich even as they warn about deficits and demand drastic cuts in social insurance programs?
Well, aside from shouts of "class warfare!" [...], the usual answer is that the super-elite are "job creators", that is, that they make a special contribution to the economy. So what you need to know is that this is bad economies. [...]
After all, in an idealized market economy each worker would be paid exactly what he or she contributes to the economy by choosing to work, no more and no less.

9. To fathom = to understand, to grasp

PASS_2012-13.indd 126 19/10/12 10:19

And this would be equally true for workers making $30,000 a year and executives making $30 million a year. There would be no reason to consider the contributions of the $30 million folks as deserving of special treatment.
But, you say, the rich pay taxes! Indeed, they do. And they could – and should, from the point ofview of the 99.9 percent – be paying substantially more in taxes, not offered ev en more tax breaks, despite the alleged budget crisis, because of the wonderful things they supposedly do. Still, don't some of the very rich get that way by producing innovations that are worth far more to the world than the income they receive? Sure, but if you look at who really makes up the 0.1 percent, it's hard to avoid the conclusion that, by and large, the members of the superelite are overpaid, not underpaid, for what they do.
For who are the 0.1 percent? Very few ofthem are Steve Jobs-type innovators; most ofthem are corporate bigwigs[10] and financial wheeler-dealers[11]. One recent analysis found that 43 percent of the super-elite are executives at nonfinancial companies, 18 percent are in finance and another 12 percent are lawyers or in real estate. And these are not, to put it mildly, professions in which there is a clear relationship between someone's income and his economie contribution.
Executive pay, which has skyrocketed over the past generation, is famously set by boards of directors appointed by the very people whose pay they determine; poorly performing C.E.O.'s[12] still get lavish paychecks, and [those who] failed and are fired often receive millions as they go out the do or.
Meanwhile, the economie crisis showed that much of the apparent value created by modern finance was a mirage. [...] So should the 99.9 percent hate the 0.1 percent? No, not at ail. But they should ignore all the propaganda about "job creators" and demand that the super-elite pay substantially more in taxes.

LE VIF/L'EXPRESS

7 Octobre 2011
Entretien avec Paul Jorion
« Sans révolution, ce sera la chute de l'Empire romain»

Considéré comme un gourou de l'économie sur Internet, il avait prédit, dès 2004, avec une précision étonnante, la crise des subprimes. Ce fils d'un haut fonctionnaire belge socialiste (tendance chrétienne) a été trader dans une banque française, avant de s'installer aux Etats-Unis, en 1998, où il est devenu expert dans la validation des modèles financiers.
Le *Vif/L'Express* : Rassurez-nous. Les Bourses vont remonter ? La croissance va repartir ?
Paul Jorion : Vous avez le mot pour rire ! Non, non, c'est plutôt mal barré ... Même les prévisions du FMI sont mauvaises pour cette année et pour 2012. Et cela risque d'être encore revu à la baisse, car l'Europe et les Etats-Unis entrent en récession. Ils y sont déjà, en réalité. Tout cela aura des répercussions jusqu'en Chine qui a besoin de ces deux partenaires commerciaux pour ses exportations. Je ne vois vraiment pas d'issue immédiate. Ce qui se passe aujourd'hui était tellement prévisible depuis deux ans.
Jusqu'où peut aller la récession, selon vous ?
Nous sommes en bonne voie pour la dépression. Normalement, une récession

10. Corporate bigwigs = les grosses huiles, le grand boss (péjoratif)
11. Financial wheeler-dealers = affairistes financiers (péjoratif)
12. C.E.O : Corporate Executive Officers = dirigeants d'entreprises

PASS_2012-13.indd 127 19/10/12 10:19

dure six mois, puis l'économie remonte dans des proportions semblables à sa dégringolade. Le problème, ici, est qu'on a assisté à un tout petit sursaut, mais globalement, depuis 2009, on est resté dans le fond ... Comme il n'y a pas eu de véritable rebond, on risque de retomber plus bas.

Ce mouvement vers le bas se renforce-t-il avec la dette croissante des Etats ?

Les dettes publiques existent depuis le milieu des années 1970. Le phénomène n'est pas nouveau. La différence, aujourd'hui, est que les Etats portent à bout de bras le secteur financier. Et ça les plombe. Avec la récession, les rentrées fiscales diminuent. Ils n'ont plus de marge de manœuvre.

Il faut donc durcir la discipline budgétaire, comme on s'y attelle en Europe ?

Il faudrait d'abord changer le système de mesure. Car mesurer la dette en fonction du PIB, soit le potentiel économique d'un pays, c'est un artefact. Historiquement, en 1944, les pays qui avaient connu une économie de guerre n'avaient plus les moyens d'évaluer leurs rentrées fiscales. Les Etats ont alors décidé de ne plus mesurer leurs dépenses par rapport à leurs rentrées, mais par rapport à leur PIB. C'était provisoire. Cela aurait dû durer cinq ans tout au plus. Mais on a maintenu le système, par habitude, sans même plus savoir aujourd'hui pourquoi on l'a imaginé.

Certains économistes prônent de faire tourner la machine à billets pour résorber la dette des Etats. Une bonne chose ?

Seuls les Etats-Unis peuvent se le permettre, parce que le dollar est toujours une monnaie de référence et de réserve. Il y a une demande sur les marchés internationaux. Mais actuellement, l'économie américaine ne représente plus que 25 % de l'économie mondiale, alors qu'elle en représentait 70 % après la guerre. Imprimer des dollars n'a donc plus vraiment de sens. Cela pourrait, à terme, se retourner contre les Etats-Unis. [...]

Face à la crise, vous évoquez l'idée d'une Constitution de l'économie. C'est-à-dire ?

Parce que, dans le contexte actuel, un chef d'entreprise qui veut devenir vertueux perd automatiquement son business. Il faut donc imaginer un système qui ne pénalise pas les comportements vertueux, mais les encourage. Le meilleur moyen me semble être une Constitution mondiale qui édicterait des principes très généraux qui auraient des conséquences en cascade qui finissent par atteindre le particulier. Un peu comme les droits de l'Homme. Ce n'est pas nouveau. Saint-Just l'avait imaginé pendant la Révolution française.

N'est-ce pas illusoire dans le monde de 2011 ?

Il faut qu'il y ait un tournant. Sans révolution, ce sera la chute de l'Empire romain ... Si ce tournant a lieu, on connaîtra un autre type de société, comme on est passé d'une société féodale à une société de type industriel. Souvenez-vous : qu'est-ce qui a permis à la France de véritablement sortir de l'Ancien régime ? C'est le code Napoléon, une Constitution qui a vu le jour après la Révolution et qui nous sert toujours de repère.

Dans votre dernier ouvrage, vous annoncez la fin du capitalisme. Le capitalisme n'a-t-il pas la capacité de se réinventer ?

Ce n'est plus vrai, car le néolibéralisme a tué le capitalisme. Auparavant, et depuis Bismarck, le système capitalisme était viable, car il maintenait un niveau de satisfaction suffisant au sein de la classe ouvrière, empêchant ainsi toute velléité révolutionnaire. Mais le courant ultralibéral a considéré que le système capitaliste était tellement parfait qu'il ne fallait même pas se concilier les prolétaires, c'est-à-dire aujourd'hui les salariés, qu'ils étaient acquis à la chose et qu'on pouvait supprimer l'Etat providence. Ce fut une grave erreur de calcul. Les ultralibéraux sont en train de précipiter la fin du capitalisme. Voyez le Tea-party aux Etats-Unis. [...]

PASS_2012-13.indd 128 19/10/12 10:19

SUD OUEST DIMANCHE

Dimanche 4 Décembre 2011
Jean-Claude Guillebaud
Peuples en danger

J'emploie l'expression « *peuples en danger* » en pensant à une transposition du fameux article 223-6 du Code pénal, qui punit la non-assistance à personne en danger. Il se passe en Europe quelque chose de comparable. Les dangers qui menacent les peuples sont à la fois réels et sérieux : le chômage explose, les revenus fondent, les inégalités s'accroissent, la précarité gagne, etc. Un mensuel aussi modéré qu'*Alternatives économiques* a choisi de titrer son numéro de décembre : « *Arrêtez la casse !* » C'est dire.

Que se passe-t-il donc ? Chez nous, en France, la perspective de la présidentielle empoisonne la réflexion à ce sujet. Chacun paraît soucieux de donner raison à son camp : les uns incriminent mécaniquement Nicolas Sarkozy, les autres ironisent sur les « chimères » de la gauche. Pour le reste, on ramène tout à un duel historique entre une Allemagne soucieuse de stabilité des prix et une France qui voudrait infléchir le sacro-saint statut de la Banque centrale européenne.

Ces crispations diverses ne disent pourtant pas le « *tout* » de la crise. Livrons-nous à l'exercice suivant. Imaginons que la convergence entre Paris et Berlin réussisse à sauver l'euro. Imaginons même (c'est peu probable) que les Allemands parviennent à nous convaincre de faire un pas de plus vers une Europe plus fédérale (notre président a redit jeudi à Toulon qu'il ne le souhaitait pas). Mais rêvons quand même. Si l'euro était sauvé et si on parvenait à une meilleure « *gouvernance* » de l'Europe, si une sorte d'union de salut national faisait finalement parler à l'unisson Nicolas Sarkozy et François Hollande, le problème serait-il pour autant résolu ?

La réponse est non. Ce qui mine le Vieux Continent depuis des années, c'est le ralentissement de la croissance. C'est lui que les politiques d'endettement ont permis de dissimuler pendant plusieurs décennies, en offrant aux peuples un faux sentiment de prospérité à crédit. Or, ni le sauvetage de l'euro, ni la gouvernance de l'Europe, ni une trêve provisoire entre la gauche et la droite ne permettront de relancer la croissance. À supposer que cela soit possible dans un monde où l'Occident a perdu la plupart de ses privilèges. Ladite croissance va probablement encore ralentir, et pour longtemps.

Pourquoi cela ? À cause d'une aberration que nombre d'économistes dénoncent en vain. Je pense par exemple à l'Américain Paul Krugman, prix Nobel d'économie et éditorialiste vedette du *New York Times*. Lui et bien d'autres se disent stupéfaits de voir les gouvernements européens imposer tous ensemble une politique de rigueur et d'austérité. Non seulement cette politique est injuste pour les peuples invités à la souffrance, et conduit à la révolte, mais elle réduit à néant tout espoir de croissance. Elle nous condamne à « mourir guéris ».

Les politiques restrictives, en tuant la croissance, privent l'État de recettes supplémentaires et aggravent mécaniquement leur endettement. Et cela en dépit des économies qui pourront être faites (ou imposées). Là est la vraie question. Il serait fou de minimiser la gravité de la dette. Mais cette stratégie du père Fouettard ne fera que la creuser un peu plus, si rien n'est entrepris dans le même temps pour relancer notre économie, l'emploi, la cohésion sociale, etc.

Ces politiques d'austérité ressemblent à celles, dites « déflationnistes », qui furent lancées après la deuxième arrivée de Pierre Laval au pouvoir, de juin 1935 à janvier 1936 : baisse des retraites, réduction drastique des dépenses publiques, diminu-

PASS_2012-13.indd 129 19/10/12 10:19

tion du nombre de fonctionnaires et des salaires. Les effets de la grande crise de 1929 en furent dramatiquement alourdis. Nous eûmes le Front populaire, en 1936, puis la guerre, en 1939.

Les dirigeants européens auraient-ils perdu la mémoire ? Ni le sauvetage de l'euro ni la gouvernance de l'Europe ne permettront de relancer la croissance.

PASS_2012-13.indd 130 19/10/12 10:19

THÈME 5 :

VERS UNE NOUVELLE MONDIALISATION ?

LE FIGARO

Mardi 1 Novembre 2011
Emmanuel Combe, économiste, professeur à l'université de Paris-I
Plutôt que la démondialisation, la mondialisation par le haut !

En mobilisant le concept de « démondialisation », Arnaud Montebourg a relancé le débat sur la pertinence du libre-échange. La thèse principale consiste à affirmer que l'ouverture commerciale avec les pays émergents serait d'une nature radicalement différente de celle que nous avons connue jusqu'ici ; elle relèverait à proprement parler du marché de dupes. Marché de dupes pour les citoyens européens, qui perdent en emplois ce qu'ils gagnent en pouvoir d'achat ; marché de dupes pour nos industriels, victimes de la concurrence déloyale de pays qui ne respectent pas les mêmes règles du jeu que nous. La solution passerait alors par une taxe aux frontières, pour mettre fin au dumping social et écologique et favoriser ainsi la relocalisation d'activités en Europe.

Cette vision présente l'avantage d'être aisément compréhensible et largement déculpabilisante. Premièrement, si tout va mal en Europe, ce n'est pas tant en nous qu'il faut en rechercher la cause qu'à l'extérieur de nous. Secondement, il ne s'agit pas de revenir à un protectionnisme pur et dur mais de renouer, à l'abri des frontières européennes, avec une mondialisation à visage humain, celle entre pays semblables. Cette vision entre en résonance forte avec les attentes de l'opinion publique [...]. Pour autant, faut-il se réjouir de ce nouveau slogan mobilisateur ?

Reconnaissons d'emblée un mérite aux partisans de la démondialisation : celui d'avoir dit haut et fort que la mondialisation ne profitait pas à tous. Si les consommateurs et travailleurs qualifiés sont les grands gagnants de l'ouverture, force est de constater que la mondialisation fait aussi des victimes collatérales : les travailleurs les moins qualifiés.

Si le diagnostic est pertinent, le remède proposé par les partisans de la démondialisation laisse sceptique. Sur un plan politique tout d'abord. La France n'étant pas seule en Europe, il faudra prendre son bâton de pèlerin et s'en aller convaincre nos partenaires du bien-fondé d'une taxe aux frontières. On voit mal les Allemands, dont l'excédent commercial avoisinait les 150 milliards d'euros en 2010, enclins à nous soutenir dans une telle croisade. L'industrie allemande vit moins l'ouverture en direction des pays émergents comme une malédiction que comme une formidable opportunité, notamment grâce à la réputation de qualité de ses produits. Sur un plan économique, la démondialisation se heurte à un effet boomerang : si nous nous fermons à la Chine, cette dernière ripostera en taxant nos exportations, notamment dans des secteurs où la France excelle comme le luxe, l'aéronautique ou l'agroalimentaire. Ce que nous aurons gagné d'un côté, nous le perdrons aussitôt de l'autre. Nous nous engagerons simplement dans une guerre tarifaire dont personne ne peut prédire aujourd'hui l'ampleur mais dont tout le monde connaît l'issue demain : une perte pour tous.

Plus encore, en taxant les importations chinoises, nous risquons de nous taxer nous-mêmes, tant il est vrai que les processus de production sont aujourd'hui internationalisés : n'oublions pas que la plupart des produits européens que nous consommons incorporent des composants qui ont été fabriqués aux quatre coins du monde.

PASS_2012-13.indd 131 19/10/12 10:19

En dernier lieu, en nous protégeant, nous favoriserons la constitution de rentes en faveur de producteurs domestiques peu efficaces, tandis que la hausse des prix affectera davantage les consommateurs aux revenus les plus faibles : il faudra alors leur expliquer pourquoi les prix des vêtements et des téléphones portables, massivement importés de Chine, ont tant augmenté.
Plus fondamentalement, la démondialisation est le refuge de tous ceux qui ne pensent la compétitivité qu'au travers du prisme des coûts de production, alors qu'il existe une autre manière de s'insérer dans le commerce international : en se différenciant par le haut. Pas seulement en faisant plus de R&D et d'enseignement supérieur. Mais en misant plus généralement sur la qualité des produits, sur le service, sur la créativité et l'innovation sous toutes ses formes (design, etc.). Cette mondialisation par le haut profitera non seulement aux ingénieurs et aux diplômés de l'enseignement supérieur mais aussi à tous ceux qui disposent d'une qualification, comme le démontre aujourd'hui le succès à l'exportation de l'industrie française du luxe : artisans, ouvriers qualifiés, etc. L'ambition d'une politique de compétitivité est moins de sauvegarder des emplois non qualifiés que de donner une qualification à tous ceux qui n'en ont pas ou plus. Est-ce vraiment la faute de la Chine si nous avons tant de non-qualifiés en France ? La racine du problème est en nous. Sa solution aussi.

THE GUARDIAN (LONDON)

October 20, 2011 Thursday
Milne Seumas
The Occupy movement has lit a fire for real change.

It's not hard to see why the Occupy Wall Street protests have go ne global. What kicked off a month ago in relative obscurity – drawing inspiration from this year's Spanish indignados occupations and the uprisings in Egypt and Tunisia – has now spawned protests in more than 900 cities around the world. The only surprise is it didn't happen sooner.
Three years after the banks that brought the west's economies to their knees were bailed out[13] with vast public funds, nothing has fundamentally changed. Profits and bonuses are booming for financial oligarchs and corporate giants, while most people are paying the priee of their reckless speculation with falling living standards, cuts in public services and mounting unemployment.
Coming as this crisis has do ne – at the end of an era of rampant deregulation that has created huge disparities of income and wealth, concentrated in the hands of the top 1% and secured by politicians bought by corporate interests – a backlash against those actually responsible was well overdue.
The occupation slogan "We are the 99%" exactly reflects the reality in the crisis-hit AngloSaxon economies in particular – just as the protesters' call for systemic change has far stronger echoes in US public opinion than its captive political class would have anyone believe. A majority of Americans are sympathetic to the pro tests while a recent poll found only a narrow majority thought capitalism a better system than socialism – in a country where the term is as good as a political swearword[14].
That has now shaped the political and corporate response. While the protesters were originally ridiculed as unfocused, or denounced by leading Republicans as

13. Bailed out = helped
14. Swearword = vulgarity, a bad word

PASS_2012-13.indd 132 19/10/12 10:19

"mobs", they are now championed by the media establishment – including the *New York Times* and *Financial Times* – on both sides of the Atlantic. [...]
In a climate where plutocrats like Warren Buffett are meanwhile begging to pay higher taxes, it's a clear sign of elite anxiety at the extent of popular anger and an attempt to co-opt the movement before demands for more fundamental change get traction. Something similar seems to be going on in Britain. Of course the London protesters [... reject] the current economie system as "unsustainable", their initial statement includes a call for "*regulators to be genuinely independent of the industries they regulate*" that wouldn't look out of place at a Liberal Democrat conference.
There's no doubt, though, that these occupations echo both the spirit and organisation of the anti-corporate movement that erupted in Seattle in 1999. [...] But it's this year's drama in Tahrir Square (acknowledged with an Egyptian flag at the London camp) that has given it such evocative power. And while the 1990s anti-capitalist globalisation protests took place at a time of boom and speculative frenzy, today's occupations are targeting a global capitalism in the deepest crisis. [...]

L'EXPRESS

28 Septembre 2011
Raphaël Enthoven
Dissection de la démondialisation

Après l'antimondialisation, qui récusait radicalement le cours des choses, contrairement à l'altermondialisation, qui, s'offrant comme une alternative, disparaissait sous d'improbables mondes possibles, le concept de démondialisation délivre apparemment, pour la première fois, la recette rassurante d'un mécontentement rigoureux. Comme son nom l'indique, l'enjeu n'est plus de sortir du monde ni d'en produire un autre, mais de guérir le monde, de jeter du chlore dans la piscine, de remettre les choses à l'endroit : la démondialisation n'est pas l'antithèse de la mondialisation, mais son antidote, le détissage endogène de ses méfaits.
On ne compte plus, à ce titre, les ouvrages qui détaillent les moyens de soustraire les hommes à la globalisation, les règles à instituer pour enrayer l'inique mécanique du libre-échange, pour lutter contre le dumping et les délocalisations, remplacer une logique d'exportation par une logique de production, passer du village mondial aux marchés locaux, etc. Aux imprécations morales des altermondialistes, les démondialistes substituent la précision d'une méthode qu'un vernis de rigueur n'empêche pas, en réalité, de rester un vœu pieux.
Car, jouant allègrement sur les deux tableaux de la science et de la piété, du mécanisme et de l'incantation, le mot « démondialisation » relève inévitablement de la formule magique. D'abord, il laisse entendre que la mondialisation est un processus réversible. Feignant d'ignorer qu'aucune guérison n'est un retour à l'innocence biologique, la démondialisation propose, paradoxalement, de sortir de la loi de la jungle par un retour au disparate initial, ce qui est aussi difficile que de retrouver un jaune d'œuf, de l'huile et une cuillerée de moutarde à partir d'une mayonnaise, ou un ovule et un spermatozoïde à partir de l'embryon que produit leur assemblage. Si aucun retour en arrière ne fait une idée neuve, c'est qu'on ne remonte pas le temps ; or, comme le méconnaît ouvertement la déchronologie démondialisante, la mondialisation est un phénomène temporel autant que spatial. La meilleure preuve en est que, pour que la démondialisation fonctionne, il faudrait la mondialiser.
Ensuite, la démondialisation mélange l'anathème et l'analyse. Elle déconstruit le système tout en le présentant comme l'effet d'une volonté mauvaise, elle se pro-

PASS_2012-13.indd 133 19/10/12 10:19

pose de corriger une mécanique bancale tout en incriminant l'incurie des banquiers. Tel un élève de Bourdieu qui donnerait à sa vision du monde l'apparente neutralité des statistiques et des « faits », la démondialisation, simultanément morale et scientifique, fait aux mécanismes un procès d'intention, combine l'impassibilité de la technique avec les exigences d'un militantisme avide de lyncher des boucs émissaires.
A cet égard, la démondialisation n'engage à rien. Elle n'est pas là pour changer le monde, mais pour garantir à ses fidèles la bonne conscience que donne la certitude de voter pour le Bien tout en se ménageant, en cas d'échec, la possibilité confortable de dire que c'est la faute des autres. L'implacable description d'une nouvelle organisation de l'économie mondiale culmine ainsi dans le ridicule d'un gadget qui permet aux militants de s'occuper pendant qu'on s'occupe d'eux et, main sur le cœur et poing tendu, de lutter pour leur servitude comme s'il s'agissait de leur salut.

SUD OUEST DIMANCHE

Dimanche 4 Décembre 2011
Entretien avec Jacques Sapir, auteur de « La démondialisation », Seuil, 2011.
Mondialisation incontrôlée

***Sud Ouest* : « *Non, la mondialisation ne fut jamais heureuse* », écrivez-vous. N'y a-t-il rien de bénéfique dans le processus de libéralisation du commerce appliqué à l'échelle planétaire ?**
Jacques Sapir : La mondialisation, d'abord économique puis financière, a quand même plongé une partie du monde dans la misère la plus totale ! Outre la colonisation, qui fut une forme de mondialisation, la destruction des activités traditionnelles est responsable des crises en Amérique latine, de la crise asiatique de 1997 à 2000, de la crise russe. On prend toujours l'exemple d'une partie de la population chinoise qui s'est enrichie. C'est tout à fait exact. Mais quel est le coût de cet enrichissement ? Sa contrepartie est un appauvrissement de la population à la fois en Afrique, dans une partie de l'Asie et en Europe. [...]
À vous lire, la mondialisation serait une « contre-révolution sociale » mise en place pour satisfaire les appétits des multinationales. Cette vision, partagée par les altermondialistes, n'est-elle pas un peu manichéenne ?
[...] Durant des années, les gouvernements, de droite comme de gauche, ont dit qu'il fallait accroître la part des profits au détriment de celle des salaires. Leur logique était celle-ci : les profits d'aujourd'hui se transformeront en investissements de demain, l'économie sera plus productive, permettant ainsi de payer des salaires plus importants. Mais, dans une situation de financiarisation extrêmement importante, vous n'avez aucune garantie que les profits que fait une entreprise seront réinvestis dans la production. Ils peuvent très bien devenir des placements spéculatifs. Il y a une profonde erreur théorique qui consiste à croire qu'il faut faire d'abord des investissements pour après consommer.
Pour favoriser les investissements, les États ont ouvert leurs frontières économiques. À présent, est-il souhaitable de faire machine arrière en rétablissant des mesures protectionnistes ?
Le moment de la croissance la plus forte correspond à la période 1945-1970, du temps où le système protectionniste prévalait sans pour autant empêcher les échanges à l'échelle mondiale. Par ailleurs, ce fut aussi le temps où la distribution des revenus fut la plus égalitaire, y compris aux États-Unis. Dans les années 1920, juste avant la grande crise de 1929, les distributions inégalitaires des

PASS_2012-13.indd 134 19/10/12 10:19

revenus étaient très importantes. On s'aperçoit qu'aujourd'hui il existe un pic du même ordre. Il y a un lien entre la mondialisation, la polarisation des revenus entre « hyperriches » et pauvres, et la crise que nous connaissons.

D'un point de vue social, vous faites de la mondialisation la cause de la montée de la violence.

La mondialisation détruit des structures sociales. Elle provoque des phénomènes d'urbanisation tout à fait accélérés, mais aussi particuliers car transnationaux. D'où la création des nouvelles « *classes dangereuses* » aux yeux du pouvoir. Les campagnes d'Afrique et du Maghreb se sont vidées dans les villes des pays développés. Dans les banlieues, les gens ont un niveau de consommation qui est de l'ordre de la subsistance. Ils voient qu'ils n'auront pas accès à un meilleur niveau de vie, celui d'une autre partie de la population. Ce qui provoque des frustrations tout à fait inouïes débouchant sur des émeutes et des marchés parallèles.

Lors de la primaire du PS, Arnaud Montebourg a fait mouche en faisant l'apologie de la démondialisation. En adoptant cette posture, le Parti socialiste est-il crédible ?

François Hollande est en pleine contradiction. « *Je suis contre l'idée de démondialisation* », a-t-il dit. Puis, il s'est prononcé en faveur d'une « *taxe carbone aux frontières* ». Or, celle-ci n'est ni plus ni moins qu'une mesure de protectionnisme, ce que réclament les partisans d'une démondialisation ! [...]

En s'engageant dans la voie de la démondialisation, ne risque-t-on pas un retour aux nationalismes et à l'affrontement des nations ?

Oui. Mais est-ce que ce retour en serait réellement un ? Sommes-nous sortis des nationalismes ? Ceux qui soutiennent la mondialisation soutiennent l'industrie nucléaire française au prétexte de l' « indépendance énergétique de la nation ». C'est une vraie contradiction. Si vous n'avez plus d'indépendance nationale, vous n'avez plus de démocratie. La démocratie signifie le pouvoir du peuple souverain. Le discours de l'extrême droite joue de manière très déplaisante avec ce qui est une réalité.

Comment les États peuvent-ils remédier aux méfaits de la mondialisation ?

Vous pouvez très bien prendre des décisions unilatérales sans passer par des réunions de concertation. Sur la question financière, il faut séparer les banques de dépôts des banques d'affaires qui spéculent. Certes, dans la situation actuelle, cela mettrait les banques françaises dans une situation difficile par rapport à leurs concurrentes étrangères. Il faut donc établir des contrôles de capitaux pénalisant les capitaux spéculatifs, qui représentent 95 % des flux internationaux de capitaux. Même chose sur le mode de financement du déficit public : nous pouvons décider de revenir à la possibilité pour la Banque centrale de faire des prêts raisonnables à l'État. C'est une question de volonté politique.

Mais pourrait-on, par exemple, taxer les produits fabriqués à bas coût à l'étranger sans nous fermer les marchés de ces pays ?

Pour des produits dont on sait qu'ils ne respectent pas les normes environnementales et les droits du travail, ceux-ci pourraient être interdits. Notre industrie ne serait pas pénalisée, car la Chine, par exemple, a intérêt à maintenir la concurrence entre les producteurs de biens qu'elle importe. Aujourd'hui, ce ne sont plus des projets industriels qui sont mis en concurrence, mais des modèles sociaux et environnementaux. Évidemment, celui qui propose le plus faible prix l'emporte. Ce qui a pour effet de tirer vers le bas tous les modèles.

PASS_2012-13.indd 135 19/10/12 10:19